



## **ASIE/VIETNAM - Pour une ONG chrétienne, la nouvelle Constitution est un échec en ce qui concerne la protection de la liberté religieuse**

Hanoi (Agence Fides) – La nouvelle Constitution du Vietnam, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2014, est une déception pour les responsables religieux, les intellectuels et les militants pour les droits fondamentaux, qui espéraient qu'elle puisse constituer le prélude à un chemin sérieux de réformes politiques et sociales. Ainsi que l'affirme dans une note envoyée à Fides l'ONG Christian Solidarity Worldwide, le nouveau texte constitutionnel – approuvé le 28 novembre par 98% de l'Assemblée nationale – préserve la prédominance du Parti communiste et laisse la liberté religieuse sous l'étroit contrôle de l'Etat. Bien que contenant des dispositions qui protègent le droit de suivre ou non une religion, le texte interdit « l'usage impropre des religions dans le but de violer la loi ». Les fonctionnaires publics s'opposant à la croissance de la religion « pourront facilement utiliser de telles dispositions afin de réprimer des responsables et des groupes religieux » remarque l'ONG.

Au cours des premiers mois de 2013, le gouvernement vietnamien avait invité la population à commenter le projet de nouvelle Constitution. En réponse, un groupe de 72 intellectuels connus et d'anciens fonctionnaires du gouvernement a élaboré une proposition alternative de Constitution demandant des élections démocratiques, la liberté de la presse et le droit à la propriété privée. En mars 2013, les Evêques catholiques vietnamiens ont, eux aussi, offert leurs observations et propositions à propos du projet présenté par le gouvernement. Les propositions en question comprenaient des garanties constitutionnelles en matière de droits fondamentaux, la liberté de religion, la liberté d'expression ainsi que le droit à participer au système de gouvernement. En outre, étaient réclamés de plus importants pouvoirs pour l'Assemblée nationale et une pleine indépendance et distinction entre les pouvoirs législatif, exécutif et l'autorité judiciaire.

La nouvelle Constitution approuvée ignore toutes ces recommandations. L'Assemblée nationale a en effet adopté un texte qui conserve l'absolue prédominance du Parti communiste dans la sphère politique et économique.

Mervyn Thomas, Directeur exécutif de Christian Solidarity Worldwide, commente : « Nous partageons la frustration et la déception exprimées par les responsables religieux. Nous réitérons la demande de dispositions constitutionnelles cohérentes avec les standards internationaux relatifs aux droits fondamentaux, y compris en matière de normes sur la liberté de religion ou de credo en ce qui concerne le Vietnam ». (PA) (Agence Fides 14/12/2013)